

Les résultats officiels de la votation du 17 février 1924

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **16 (1924)**

Heft 4

PDF erstellt am: **19.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383515>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

la loi que les Chambres avaient votée l'an dernier, et qui établissait la semaine de cinquante-quatre heures.

Ceux qui l'avaient adoptée avaient mal compté. Plus de cent mille voix de majorité leur ont donné tort.

Mais ce scrutin populaire dépasse les limites de la Suisse.

La réaction en Helvétie s'est servie des arguments que la réaction développait un peu partout dans l'Europe occidentale et centrale contre la nouvelle réglementation ouvrière.

Si les huit heures avaient été balayées dans les cantons, les réacteurs de France, de Belgique et d'ailleurs se seraient emparés du précédent.

Ce que la majorité du peuple suisse a repoussé hier, la majorité du peuple français le rejettera aux élections prochaines en chassant le bloc national, artisan de la vie chère, champion des bas salaires et des longues journées.»

Le Peuple, Bruxelles (socialiste):

« Venant après la défaite infligée en Belgique aux projets Devèze et Moyersoën, cette victoire, remportée par les travailleurs suisses, ne manquera pas de fortifier considérablement la situation de la journée de huit heures attaquée dans la plupart des États. Elle prouve que les assises de la convention de Washington sont solides et que la tempête soulevée contre elle par des réactionnaires et des capitalistes trop intéressés n'agit que des couches superficielles de la population. Les huit heures seront maintenues.

Dans un ordre d'idées, ce résultat du referendum helvétique procurera à MM. Devèze et Moyersoën une consolation relative. Lors de leur prochain voyage en Suisse, ils ne seront pas embarrassés pour trouver des compagnons d'infortune avec qui ils pourront dissiper l'ennui des jours de pluie en échangeant des doléances.»

Le Peuple, Paris (syndicaliste):

« Le scrutin marque une éclatante victoire de nos amis.

Malgré l'action persévérante des groupements patronaux, les organisations syndicales l'ont emporté à une belle majorité. Nous les en félicitons bien sincèrement.

Ce succès ne sera pas sans influence sur la législation du travail dans les autres pays où il contribuera au maintien des huit heures.»



Les résultats officiels de la votation du 17 février 1924

Le Conseil fédéral publie dans la *Feuille fédérale* les résultats définitifs de la votation populaire sur le projet de loi modifiant l'article 41 de la loi sur les fabriques. Les partisans du maintien des dispositions légales actuelles sur la journée de huit heures ont réuni 436,180 voix contre 320,668 allant aux révisionnistes. Le nombre des électeurs inscrits est de 995,663, dont 766,505 prirent part au vote. Le total des bulletins blancs ou nuls est de 9657.

Voici les résultats par cantons. Nous mettons en regard de chaque canton le nombre des signatures recueillies pour demander le referendum. Rappelons à cet effet que le nombre de signatures requises par la loi pour qu'une question soit soumise au vote populaire est de 30,000:

Cantons	Oui	Non	Signatures recueillies en 1922	Citoyens possédant le droit de vote
Zurich	41,964	80,595	46,464	145,818
Berne	58,425	72,610	32,103	180,208
Lucerne	15,093	14,760	5,581	46,912
Uri	1,656	2,788	1,296	5,740
Schwyz	4,194	6,211	1,998	16,684
Unterwald-le-Haut	1,917	929	65	4,672
Unterwald-le-Bas	1,318	796	—	3,578
Glaris	1,197	5,242	3,404	9,082
Zoug	2,372	3,637	1,263	8,152
Fribourg	17,058	8,541	2,424	35,547
Soleure	7,342	20,464	10,200	35,039
Bâle-Ville	6,657	22,116	11,790	34,381
Bâle-Campagne	4,192	12,685	5,183	21,496
Schaffhouse	4,311	6,705	3,485	12,331
Appenzell Rh. ext.	6,015	5,171	1,558	13,811
Appenzell Rh. int.	1,656	757	20	3,313
St-Gall	25,061	33,276	11,931	68,656
Grisons	13,021	8,897	2,720	29,469
Argovie	20,225	33,834	18,083	61,670
Thurgovie	15,317	13,825	5,576	33,918
Tessin	7,736	14,503	6,351	36,331
Vaud	36,920	22,724	9,931	83,520
Valais	11,413	11,292	3,631	33,503
Neuchâtel	7,910	16,733	11,577	33,586
Genève	6,948	17,086	6,609	38,246
Total	320,668	436,180	203,233	995,663



A la commission syndicale suisse

La commission syndicale suisse qui s'est réunie les 5 et 6 mars à Olten, comprenait 72 délégués de 17 fédérations et de 18 cartels syndicaux.

Le rapport du comité syndical, qui a été publié dans la *Revue syndicale* du 1er mars, fut adopté conformément aux propositions faites. Il y eut divergence sur un seul point: Contrairement à la proposition du comité, il fut décidé de maintenir la commission spéciale qui fut instituée en son temps pour lutter contre la révision de l'article 41 de la loi sur les fabriques et de lui donner des compétences plus étendues.

Les camarades Greulich, Schürch, Marti, Heri, Pauli, Stähli et Büchi furent ensuite confirmés comme membres de la commission fédérale des fabriques et proposés comme tels au Conseil fédéral.

A la demande du Conseil fédéral, le camarade Schürch fut désigné comme délégué à la sixième conférence internationale du travail qui doit avoir lieu cette année, en juin, à Genève. La commission désigna à l'intention du Conseil fédéral plusieurs camarades comme conseillers techniques pour la dite conférence. Un siège de conseiller technique est laissé à la disposition de la Fédération suisse des sociétés d'employés.

La commission décida, sur la proposition des ouvriers sur bois, de renvoyer en automne le congrès syndical ordinaire, qui était prévu pour le 4 juillet à Lausanne.

Plusieurs résolutions furent adoptées après d'intéressantes discussions:

Résolution concernant le vote du 17 février.

« La commission syndicale suisse prend connaissance avec enthousiasme du résultat du vote populaire du 17 février 1924 concernant la prolongation de la durée du travail. La grande majorité du peuple suisse a manifesté par là son désir de maintenir cette belle conquête ouvrière des 48 heures de travail.